

N° CE : 61.911 Doc. parl. : n° 8416

LE CONSEIL D'ÉTAT,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 10 juin 2025 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

Projet de loi

portant approbation de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, fait à New York, le 19 juin 2023

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 juin 2025 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 10 décembre 2024 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 20 votants, le 17 juin 2025.

Le Secrétaire général,

Le Président,

s. Marc Besch

s. Marc Thewes